



9^{èmes} Rencontres de Cybèle

« *Que peut-on attendre de l'Union Européenne en Méditerranée ?* »

Marseille, 29 septembre 2018

Face aux "Printemps des militaires", quelle nouvelle politique de coopération pour l'Union européenne ?

Après 7 ans et « l'hiver islamiste », marqué par des drames, des guerres civiles et le chaos engendrés par le terrorisme d'al-Qaïda et de Daesh, les Etats traversés par ce vent de révolte sont aujourd'hui économiquement exsangues. La situation au Moyen-Orient et en Méditerranée a été complètement chamboulée.

Certains disent que les révolutions ne sont pas terminées. Peut-être. En attendant, sur le plan politique, les différentes transitions démocratiques furent bien entendu un naufrage. Alors, foin de rêveries, et essayons plutôt d'entrevoir avec réalisme quels pourraient être les nouvelles relations entre l'Europe et les pays du Sud.

Un Printemps des militaires ?

Le premier constat est le suivant : les derniers événements et l'évolution en cours confirment un net retour des militaires partout dans la région, au Moyen-Orient comme au Maghreb. Un véritable « Printemps des militaires »¹. Ainsi, nous avons le Maréchal Abdel Fattah al-Sissi à la tête de l'Egypte et Bachar al-Assad (qui est aussi un général) qui, grâce à ses alliés russes et iraniens, a gagné en Syrie et gardera au final les rênes du pouvoir. En Jordanie, le roi Abdallah II (également général de brigade) a su préserver, tant bien que mal (lui aussi grâce à ses puissants soutiens étrangers), son pays des turbulences des printemps arabes et des menaces de Daesh.

Dans une moindre mesure, au Liban, nous avons aussi un ancien général, Michel Aoun, et demain en Libye, très probablement le Maréchal Haftar (avec le soutien de l'Egypte mais surtout de la Russie et de la nouvelle administration Trump). Après-demain, inévitablement, un militaire, un ancien militaire ou un homme lié à ces derniers sera au pouvoir en Algérie. Et pourquoi pas, même en Tunisie, là où tout a commencé en 2011. Pourtant ce pays reste le seul qui, grâce à des raisons intrinsèques et en dépit des

¹ https://www.huffpostmaghreb.com/roland-lombardi/monde-arabe-vers-un-printemps-des-militaires_b_19217228.html

attentats et de la menace islamiste, a relativement réussi sa transition démocratique. Mais actuellement des manifestations sporadiques agitent encore le pays. Elles ont des motivations essentiellement économiques mais cette situation pourrait profiter à terme à un homme « providentiel ».

Alors bien sûr, toutes les belles âmes dénoncent un retour au passé et aux dictatures. Elles n'ont pas tout à fait tort.

Mais que cela plaise ou non, c'est ainsi. Comme l'histoire l'a démontré et comme l'expliquait très bien Gustave Le Bon dans sa célèbre *Psychologie des foules*, celles-ci « abandonnées à elles-mêmes, sont bientôt lasses de leurs désordres et se dirigent d'instinct vers la servitude »².

Par ailleurs, ne reproduisons pas l'erreur de certains « experts » qui, au début des révoltes de 2011, avaient naïvement appréhendé ces événements avec le prisme de leur éthique, de leurs valeurs ou pire, de leurs idéologies. Ils se sont alors lamentablement trompés. Ils ont volontairement occulté le poids considérable, de ce côté-là de la Méditerranée, des tribus, des clans, de l'islam et de l'islamisme, du culte du chef (Zaïm) ou encore de la quasi vénération du « Sabre » (l'armée) et de la Force...

Finalement, si les vieux dictateurs sont tombés, c'est moins à cause d'une aspiration à la démocratie et au libéralisme (défendue certes par une infime minorité des révolutionnaires) qu'à une revendication, désespérée et violente, pour la fin du népotisme et de la corruption, pour une justice plus juste et surtout, pour un pouvoir plus « redistributeur » (revendication de la plus grande majorité).

Dans cette partie du monde, on croit à l'autorité, on ne la discute presque jamais et on la respecte à condition qu'elle soit forte certes, mais par-dessus tout respectable et juste.

A partir de ce constat, il faut alors espérer que les responsables arabes apprennent par cœur la fameuse phrase de Napoléon : « Le peuple est le même partout. Quand on dore ses fers, il ne hait pas la servitude » ... Notre histoire en est une illustration. Comme le démontrait Paul Lombard, dans son livre, *Le vice et la vertu*, le profit et la corruption ne sont pas si antinomiques qu'on le croit avec l'action et le sens de l'intérêt général (cf. Richelieu, Mazarin, Talleyrand, Napoléon...).

Les potentats locaux actuels et futurs devraient impérativement prendre conscience d'un des plus grands maux (avec l'islam politique sous toutes ses formes) du monde arabo-musulman, c'est la corruption³ ! Toutefois, sur les terres du *bakchich* ce n'est pas gagné ! Pour autant, même si les Occidentaux (et surtout les Français !) sont mal placés pour donner des leçons dans ce domaine, il n'en reste pas moins que le manque d'intérêt du bien commun de la plupart des leaders de la région est un véritable cancer.

Or, « sauf pour les dictateurs et les imbéciles, l'ordre n'est pas une fin en soi »⁴. D'ailleurs, un retour aux temps des despotes orientaux « à l'ancienne » n'est bien sûr pas souhaitable. Ni pour les peuples, ni surtout pour eux-mêmes... Peut-être assisterons nous, au contraire, à l'avènement d'un genre nouveau d'autocraties, à savoir des sortes de « dictatures éclairées » ou, aussi paradoxal que cela puisse paraître, à des « dictatures bienveillantes », fondées sur un savant mélange de société plus ou moins ouverte, de libéralisme économique mais toujours d'absolutisme !

L'Égypte de Sissi peut être un modèle. Les militaires égyptiens ont senti le vent du boulet et semblent avoir compris les enjeux. Ils ont entrepris d'importantes actions, sans précédent historique dans cette partie du monde. Notamment, à propos de la lutte contre l'islam politique des Frères musulmans (et

² Gustave Le Bon, *Psychologie des foules*, p. 37.

³ https://www.econostrum.info/La-corruption-l-autre-grand-fleau-oublie-du-monde-arabo-musulman_a24825.html?fbclid=IwAR3X-4_pBN9aPrpGJ_Ur_IrAXrIAAGAR9HT7usMG0NIU9xHaydzZU_-iSGc

⁴ *Le Président* (1961), dialogues de Michel Audiard.

tous les opposants) mais surtout aussi contre la corruption (dont on parle peu)⁵. Parallèlement, des réformes certes douloureuses mais nécessaires dans les domaines socio-économiques (certaines mesures d'austérité sont d'ailleurs très mal vécues) sont également engagées.

Quoi qu'il en soit, ce retour « des hommes forts » et des régimes séculiers et laïcs n'est peut-être pas aussi négatif qu'il est sermonné. Et cela en premier lieu pour des populations, dont les aspirations démocratiques, en dépit de certaines appréciations occidentales, sont plus que jamais devenues secondaires.

La démocratie devra donc encore attendre. Il faut juste espérer que les nouveaux et futurs autocrates confirment leur résipiscence par rapport à l'islam politique et souhaitent véritablement assécher l'islamisme radical. Qu'ils ne retombent pas dans les travers du passé, avec une corruption et un népotisme outrageants, et comme l'évoquait récemment le professeur Yahia Zoubir⁶, qu'ils assurent une certaine forme de « sécurité humaine », c'est-à-dire, grosso modo, le minimum vital.

Alors, s'ils prennent enfin conscience du bien commun et œuvrent réellement pour le développement et l'amélioration socio-économique de leurs pays, tous les espoirs seront permis...

Diplomatie de l'émotionnel et diplomatie économique

Il est donc certain, à présent, que la démocratie dans cette région, ne s'imposera pas grâce aux réseaux sociaux, ni de l'intérieur et encore moins par l'action d'une puissance étrangère. L'aboutissement d'un système politique démocratique ne se fera pas en un claquement de doigts comme certains l'ont cru un peu trop naïvement ... Une démocratie ne se résume pas au vote et à la tenue d'élections. C'est un long processus qui peut prendre des décennies.

Tout ceci impacte fortement les rapports de l'UE avec cette partie du monde. Jusqu'ici et encore aujourd'hui (même si depuis, une forte dose de pragmatisme et de réalisme alimente nos politiques), l'Europe et particulièrement la France ont eu vis-à-vis de ces Etats une diplomatie fortement marquée par l'émotionnel et le commerce. Ces deux sortes d'approches diplomatiques, qui s'imbriquent et s'entrechoquent parfois, se sont révélées, à l'usage, fort contestables et souvent contre-productives pour l'image que nous projetons et finalement, pour nos rapports avec le Sud.

La diplomatie économique ou « des contrats »

La diplomatie économique est légitime. Elle nécessite cependant la plus grande prudence. Par exemple, c'est cette diplomatie commerciale qui a poussé la France à faire de mauvais choix, notamment en Syrie. Pour quelques promesses de signatures de contrats, elle a conduit à s'aligner sur les intérêts et les politiques de nos chers clients du Golfe au mépris de nos propres intérêts sécuritaires... Nous avons vu le

⁵ Depuis 2014, le gouvernement égyptien a mis en place « la stratégie nationale pour la lutte contre la corruption », élaborée en coordination avec six organes de contrôle. La plus importante, l'Autorité de contrôle administratif, l'ACA, a divulgué des centaines de cas de corruption dans lesquels étaient impliqués de hauts responsables. Il s'agit d'un organisme indépendant chargé du contrôle administratif, financier et technique au sein de l'appareil administratif de l'Etat. Au cours des neuf derniers mois, l'ACA a été à l'origine de près de 1 400 procès de corruption au sein de l'appareil administratif de l'Etat (pots-de-vin, gaspillage et détournement de fonds publics). En janvier 2017, l'ACA avait révélé une grande affaire de corruption au Conseil d'Etat dans laquelle ont été accusés le secrétaire général du Conseil d'Etat et le directeur général chargé de l'importation et de l'exportation au sein du conseil. En avril 2016, l'ex-ministre de l'Agriculture avait écopé de 10 ans de prison, pour avoir reçu des pots-de-vin.

⁶ https://www.econostrum.info/La-politique-mediterranee-de-l-Europe-au-banc-des-accuses-des-Rencontres-de-Cybele_a24802.html

funeste résultat : La France, l'ancienne puissance mandataire, est à présent hors jeu dans le dossier syrien et n'est plus écoutée.

De plus, lorsque cette diplomatie économique est mise en perspective avec notre diplomatie émotionnelle, cette dernière est alors inévitablement à géométrie variable. Cette dichotomie est alors totalement catastrophique pour notre image et notre crédibilité. En effet, nous condamnons, à juste titre, le régime de Damas pour ses exactions mais nous restons pitoyablement silencieux sur la guerre de l'Arabie saoudite au Yémen ou encore sur les conditions effroyables des travailleurs immigrés au Qatar...

Aujourd'hui, dans le monde arabe, la France est malheureusement souvent considérée comme une simple petite puissance hautaine et moralisatrice mais qui, dans les faits, n'est qu'une marchande de canons (3^e exportateur d'armes dans le monde⁷, 1^{er} exportateur en 2017 vers l'Arabie saoudite), et surtout de ce fait, asservie aux exigences de ses riches clients du Golfe.

La diplomatie de la morale et de l'émotionnel

Concernant notre diplomatie de l'émotionnel et trop souvent moralisatrice, là encore, l'histoire et l'actualité récente nous ont démontré ses limites et souvent sa contre productivité. C'est très beau de défendre nos grands principes que sont les Droits de l'homme, l'humanisme, l'universalisme, la morale... Soit. Mais en Méditerranée, nous sommes des gens fiers et nous n'aimons pas que l'on nous donne des leçons de morale ou qu'on nous dise comment gérer nos affaires.

Et puis, qui sommes nous, nous Occidentaux et Européens, pour juger avec notre propre normalité et donner encore une fois toutes ces leçons de morale ? Surtout nous Français, puisqu'il nous aura fallu trois révolutions et cinq républiques afin de parvenir à une démocratie encore bien imparfaite et qui plus est, quotidiennement émaillée par diverses affaires de corruption...

Nos condamnations morales sont très mal vécues et ne sont considérées que comme de l'ingérence politique. Cette même ingérence qui pousse parfois à des interventions aux conséquences dramatiques comme en Irak ou en Libye !

Sur ce point précis, cette fois-ci ce sont nous les Européens qui devrions nous souvenir de la phrase de Talleyrand : « un bon diplomate est un homme qui réfléchit à deux fois avant de ne rien dire ! »

La Méditerranée, notre frontière la plus importante

Devant ces deux postulats, quelle doit être donc la nouvelle politique européenne vis-à-vis de nos voisins du Sud ?

Comme l'a dit si bien Hubert Védrine, nous devons impérativement revenir à la « Realpolitik ». Chaque jour, il apparaît que la Méditerranée est pour l'Union européenne sa frontière la plus importante. Et pas seulement pour les pays européens de la rive sud.

Même si cela peut paraître cynique, l'UE doit en priorité revenir à la défense de ses propres intérêts et pas que commerciaux. L'Europe doit faire face à de grands défis qui sont d'ailleurs partagés par ses

⁷ La France a augmenté de 27% ses ventes en 2017, ce qui lui a permis de porter de 5,8% à 6,7% sa part de marché, devenant ainsi le troisième exportateur mondial. Entre 2013 et 2017, la France a cédé des équipements militaires à 81 pays.

voisins de la rive nord de l'Afrique : Terrorisme, islam politique, problèmes socio-économiques, démographie explosive et migration de masse...

La crise des migrants est une illustration évidente de cet état de fait. Il s'agit certes d'une crise humanitaire. Mais elle est surtout la plus grande crise géopolitique, peut-être la plus catastrophique, que notre continent est en train de connaître. Historiquement, toutes les migrations de masse dans l'histoire, qu'elles soient violentes ou pacifiques, ont toujours fini par chambouler complètement les territoires qui les subissaient.

Déjà les divisions européennes sur le sujet, les bouleversements politiques et électoraux et enfin et surtout les risques sécuritaires (terrorisme, délinquance, tensions communautaires...) et sanitaires comme le révèlent certaines notes confidentielles des services spéciaux français et allemands émergent...

Sun Tzu a écrit : « On n'entreprend jamais une action qui ne répond pas aux intérêts du pays ».

Nos Etats doivent donc plus que jamais sur ce sujet rester des « monstres froids ».

L'angélisme, le sentimentalisme idéologique et les demi-mesures au sujet du terrorisme ou des réfugiés sont suicidaires. Ce que nous considérons comme de la tolérance, de la solidarité ou de la charité universelle... est, au contraire, le plus souvent perçu comme de la faiblesse. En projetant une image de faiblesse, nous récoltons et récolterons encore de la violence.

Tout sentimentalisme doit être donc écarté car le risque est que notre universalisme qui a fait dans le passé notre grandeur ne devienne pas la cause de notre fin. Toutefois, même si la fermeté doit prévaloir, il ne faut pas perdre de vue que le problème des migrants ne sera résolu que par le développement de l'Afrique et du Maghreb.

Plan Marshall ? Coopération décentralisée ? Coopérative d'activité ? Pépinière d'emplois ? Quelles solutions ?

Or, il n'y a que deux réponses valables à apporter à la crise des migrants en Méditerranée. La première, en aval, la fermeté. La seconde, en amont, l'intelligence avec une nouvelle coopération nord-sud.

Car, en ce qui concerne le problème de l'immigration, il faut choisir : encourager l'émigration des pays du Sud, c'est-à-dire les dépouiller de leurs ressources humaines et les condamner à une pauvreté durable (tout en semant les germes de graves problèmes de cohésion nationale dans les pays d'accueil), ou contribuer activement à leur développement en incitant leurs élites à se mettre enfin au service de leur peuple et en leur apportant une coopération, certes généreuse, mais surtout lucide, concrète et surtout, efficace.

La France, par exemple, est sans aucun doute un des pays le plus généreux qui soit. Elle est l'un de ceux qui s'impliquent le plus dans les affaires du monde. C'est celui qui s'investit le plus dans l'aide au développement, toujours trop peu peut-être, mais davantage encore que les autres.

Mais, si affirmer que la lutte en amont contre l'immigration passe par l'aide au développement socio-économique des Etats du Sud est un truisme, les populations du Sud attendent désormais autre chose que de grands forums internationaux stériles, de grandes incantations et de belles déclarations et promesses. Certes, les Etats et les grands opérateurs internationaux (Banque mondiale, FMI, BEI, ONU, groupes industriels...) sont présents sur les grands chantiers de la coopération, mais l'expérience prouve que l'investivité et surtout les meilleurs résultats sont atteints aux plus petits niveaux notamment par de petites structures et initiatives comme les coopératives d'activités, les pépinières d'emplois ou encore et surtout, la coopération décentralisée.

Née en France, il y a plusieurs décennies, cette « diplomatie des collectivités locales » a pris aujourd'hui une ampleur mondiale, se déployant aussi bien dans le bilatéral que dans le multilatéral.

Prenant à contre-pied la tradition jacobine qui voit dans les relations extérieures un attribut régalien particulièrement fort et une expression de la souveraineté nationale, cette politique de conventionnement direct entre collectivités françaises et étrangères a démontré, au fil des ans, une complémentarité avec la diplomatie de l'Etat.

Aujourd'hui, on peut dire que la coopération décentralisée française est un succès puisque toutes les régions, 73 départements, toutes les grandes villes et 80 % des communes de plus de 5 000 habitants entretiennent plus de 6 000 coopérations dans 115 pays. La commission nationale de la coopération décentralisée estime que 230 millions d'euros sont dépensés chaque année dans les actions extérieures des collectivités locales, dont la moitié en direction des pays en voie de développement.

Pour la relance d'une nouvelle coopération décentralisée

Pour autant, la coopération décentralisée souffre de nombreuses critiques légitimes : missions d'identification peu productives, dispersion des actions, délais fort longs pour toute réalisation, « paradiplomatie » brouillonne, recherche d'effets d'affichage, mauvaise définition des objectifs, absence d'évaluations sérieuses, culture du résultat insuffisante, caractère aléatoire et parfois superficiel des échanges, manque de moyens...

Encore une fois, il est vrai que les populations du Sud et leurs gouvernants espèrent autre chose que « des jumelages classiques, des relations passagères non suivies d'effets ou ne donnant lieu qu'à des opportunités de tourisme pour les élus locaux ».

C'est la raison pour laquelle, il faut rapidement faire évoluer et redynamiser cette politique.

Pour cela, il est nécessaire d'éviter la dispersion des efforts, les canaliser et les recentrer. Il faut surtout établir de nouvelles priorités et mettre la coopération décentralisée aussi au service de grandes ambitions stratégiques.

Encore une fois, la Méditerranée est la frontière la plus importante de la France. Son avenir (comme celui de l'Europe) se joue au Sud. Son action doit être un modèle pour toute l'Europe. Son voisinage méditerranéen doit alors être la priorité. D'autant plus que pour une réelle stratégie d'intégration régionale euro-méditerranéenne et la création d'un grand ensemble régional en Méditerranée, un effort financier plus accru est nécessaire pour les pays sud-méditerranéens et d'Afrique subsaharienne. Il faudra pour cela réduire sûrement les montants attribués aux pays asiatiques ou d'Amérique du Sud.

Cette nouvelle coopération décentralisée doit être aussi notablement recentrée moins sur des questions politiques (exigence de démocratie) ou culturelles (sauf pour la défense du patrimoine et le développement du tourisme durable) que sur des questions strictement économiques comme la création d'emplois, l'aide aux PMI-PME et le lancement de grands projets euro-méditerranéens dans lesquels les entreprises françaises peuvent jouer un rôle moteur : eau et assainissement, énergies renouvelables (Plan solaire méditerranéen), partenariat agricole et alimentaire, industrie du médicament et de la santé, tourisme...

Aussi, les régions françaises seraient les plus à même de mobiliser l'important potentiel de ces collaborations que constituent par exemple les diasporas et les populations françaises issues de l'émigration sud-méditerranéenne. Les régions pourraient tirer une forte expérience de l'ensemble des collectivités locales dans les domaines de la délivrance des services essentiels (eau, énergie, formation, santé...), de la coordination du développement économique (relations public-privé, aménagement...), de la formation professionnelle (première urgence pour les acteurs locaux des Psem) et de la protection de

l'environnement, et la partager, comme l'on fait les länders allemands. Ces régions devraient en retour tirer avantage de cette nouvelle coopération économique décentralisée qui saurait mieux les associer aux entreprises françaises et notamment les PME.

Cette stratégie internationale doit donc se fonder sur un développement partagé et un partenariat économique décentralisé redynamisé, efficace et pragmatique avec la mise en œuvre effective d'engagements et de résultats.

Concrètement, en sélectionnant soigneusement les acteurs locaux, les régions françaises et européennes pourraient fédérer et aider les initiatives en fonction du sérieux de leurs projets. Elles s'appuieraient alors sur des relais motivés et intègres. Cette nouvelle coopération sera pragmatique et de proximité, en tête à tête perpétuellement sous contrôle.

Parallèlement et en totale complémentarité à une relance des réunions du « 5+5 », il conviendra de développer une coopération interétatique croissante dans les domaines militaires et du renseignement pour faire face au terrorisme et résoudre les crises (Sahel, Libye et Syrie). Cette nouvelle coopération économique décentralisée est à la fois légitime, justifiée et attendue.

Les Européens doivent au plus tôt s'accorder et trouver une politique commune intelligente et efficace tandis que de grandes initiatives nationales mériteraient d'être lancées au plus haut niveau politique pour mobiliser les collectivités locales françaises et européennes afin de les inciter à coopérer davantage avec les collectivités sud-méditerranéennes. Ainsi, les régions françaises, telle la région Sud - PACA, devraient prendre l'initiative en se dotant notamment de plateformes régionales de mutualisation et de tous les outils nécessaires pour le lancement de projets productifs et durables.

Conclusion

En guise de conclusion, un changement radical de nos paradigmes et de nos perceptions est donc plus que jamais souhaitable. Cessons nos discours moralisateurs, notre ingérence politique, notre « fondamentalisme démocratique et droit-de-l'homme » hypocrite pour leur préférer peut-être « une ingérence de la coopération ou du co-développement » et des valeurs comme le courage, le sens de l'honneur, de la fidélité et de la parole donnée, qui auront certainement beaucoup plus d'impact dans cette partie du monde...

Roland Lombardi, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil